

brièvement les causes de la "stagflation" (ou coexistence de la stagnation économique et de l'inflation) qui afflige l'économie mondiale puisque l'objectif même de la coopération, dans le contexte présent, vise à trouver des moyens qui aideront la communauté économique internationale à sortir de ce dilemme et à retrouver le chemin de la croissance réelle et du plein emploi.

Les causes de la stagflation qui affecte nos économies depuis plusieurs années ont de lointaines origines. Elles sont quelque peu différentes de pays en pays mais elles ont néanmoins beaucoup en commun, ce qui permet de faire un diagnostic général. Les deux chocs pétroliers ont bien entendu ébranlé les économies des pays industrialisés et des pays en développement non exportateurs de pétrole. Mais leur effet sur la stagflation ne saurait être exagéré. Ils ont toutefois mis à jour et exposé les faiblesses sérieuses qui avaient commencé à apparaître depuis de nombreuses années et qui s'étaient manifestées dès le début des années 70, avec l'émergence de poussées inflationnistes et de problèmes structurels. Ce sont d'ailleurs avec ces deux derniers problèmes que sont encore aux prises la plupart des pays.

On est généralement d'accord pour reconnaître que l'application de politiques fiscales et monétaires restrictives sera nécessaire pour plusieurs années à venir avant que l'inflation et les anticipations inflationnistes ne soient éliminées. Mais les progrès des différents pays à cet égard ont été jusqu'à présent inégaux et beaucoup reste à faire. Aussi, la réduction de l'inflation se fait-elle au prix d'un chômage accru et d'une faible croissance. Il apparaît donc que les politiques restrictives constituent une condition nécessaire, mais non suffisante, pour un retour à la croissance non inflationniste. De façon à minimiser les dommages à la production et à l'emploi et à accélérer la reprise, les pays industrialisés devront s'attaquer plus résolument qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent à un certain nombre de rigidités structurelles solidement ancrées.

Dans un discours prononcé à Davos, devant le Colloque européen sur la gestion, en janvier dernier, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), M. Jacques de Larosière, identifia les principales rigidités en cause. D'abord, il y a le protectionnisme et les subventions gouvernementales de toutes sortes accordées au fil des années aux industries en déclin et qui contribuent à l'inefficacité économique, en plus d'alourdir inutilement le fardeau fiscal. Puis, dit-il, il y a les rigidités qui affectent négativement la détermination des salaires et des prix. L'explosion des salaires, au cours des années 70, a réduit considérablement les marges de profits des entreprises et affecté leur capacité d'investir. La restauration de marges suffisantes demande maintenant que les augmentations salariales soient maintenues à un niveau inférieur à la productivité au cours des années qui viennent.

Cette tâche, déjà fort difficile en raison de la résistance des salariés, est compliquée par la mise en place, dans de nombreux pays, de mécanismes d'indexation qui amplifient les rigidités existantes. L'effet de la rigidité salariale sur les prix et sur l'inflation est fort appréciable si on considère que les salaires comptent pour environ deux tiers des coûts de production.

Puis, finalement, il faut compter avec les rigidités à caractère fiscal, liées à l'intervention accrue des gouvernements dans l'économie et à la